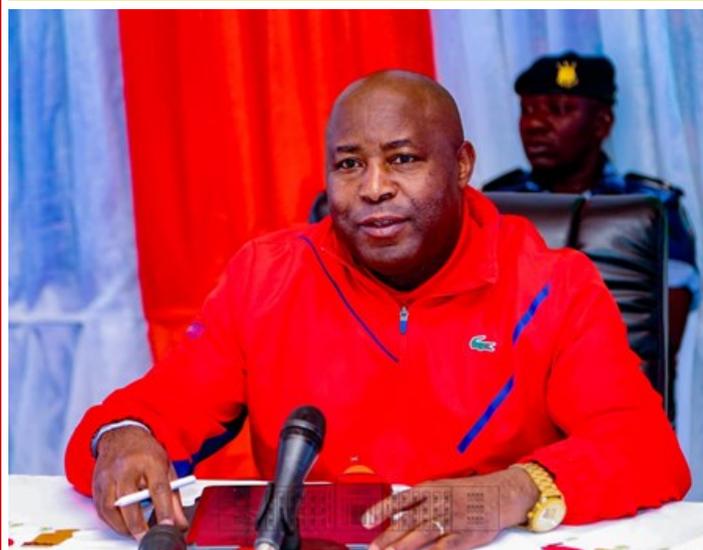




Le Chef de l'Etat demande aux responsables des services déconcentrés au niveau provincial de satisfaire aux doléances de la population



aux instructions des gouverneurs de province qui représentent le Président de la République au niveau de leurs circonscriptions.

Dans cette réunion, il s'est avéré que même si la paix et la sécurité règne au Burundi, certaines imperfections persistent encore dans divers secteurs où

Au cours d'une réunion à huis-clos qu'il a tenu ce jeudi 14 juillet 2022 à Gitega, à l'intention de la quadrilogie pour évaluer la situation sécuritaire, politique et socio-économique dans toutes les provinces du pays, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a demandé aux services déconcentrés au niveau provincial de travail de satisfaire la population.

Dans cette réunion où étaient conviés les responsables des services administratifs, judiciaires, politiques et sécuritaires au niveau de toutes les provinces du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a exhorté la population et d'autres organes provinciaux à obéir

on enregistre encore des cas de mauvaise gouvernance, la corruption, de malversation économique, de la fraude, de l'injustice,...ce qui cause des indignations de la population. « Pourquoi la population se dit ne pas être satisfaite? Pourquoi la population m'écrit des messages d'indignation pour des questions qui devraient être traitées localement par vous-même? », déplore-t-il.

Le Numéro Un Burundais a recommandé à ces responsables des services déconcentrés au niveau provincial de travailler en harmonie pour avoir des communications suffisantes sur toutes les situations dans leurs secteurs. Il a appelé les gouverneurs

Dans ce numéro:

page

Le Chef de l'Etat demande aux responsables des services déconcentrés au niveau provincial de satisfaire aux doléances de la population

1

« Le Burundi a besoin d'un capital pour amorcer son développement sectoriel »

2

Le Président Evariste Ndayishimiye lance officiellement une campagne de réhabilitation du réseau routier Burundais

3

La BRB appelle les Groupements Financiers Communautaires au respect de la réglementation en vigueur

5

Les propriétaires de véhicules appelés à vérifier l'authenticité de leurs documents

6

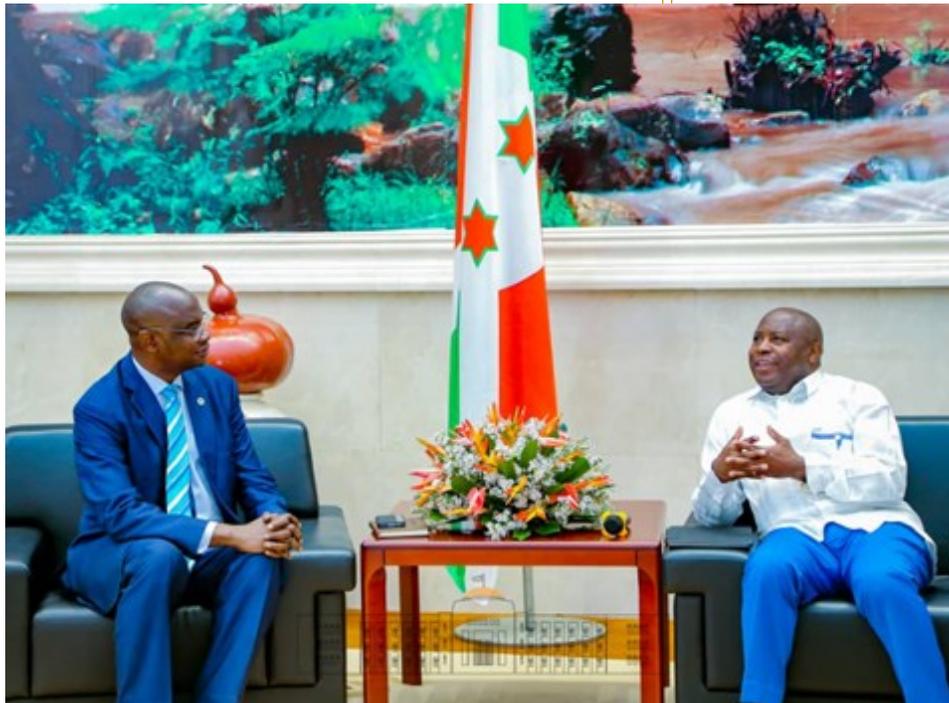
de provinces, en tant que représentants du Président de la République au niveau provincial, à tenir régulièrement des réunions publiques, en collaboration avec les responsables d'autres secteurs, pour donner l'opportunité aux citoyens de présenter leurs doléances.

En marge de cette réunion, le Président Ndayishimiye s'est rendu sur la colline Matongo en commune Ndava de la province Mwaro, dans son champ de millet, une culture récemment introduite au Burundi, pour s'enquérir de son état de maturation avant de procéder à la récolte sur les 3 hectares cultivés. L'année 2022 ayant été

dédiée au développement du secteur agricole au Burundi, le Chef de l'Etat a demandé aux directeurs provinciaux de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage d'étudier les techniques et les pratiques permettant l'introduction de nouvelles cultures adaptées au sol burundais, afin d'augmenter et diversifier la production agricole.

(www.presidence.gov.bi)

« Le Burundi a besoin d'un capital pour amorcer son développement sectoriel »



Au moment où le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'entretenait, mercredi le 13/7/2022 au Palais Ntare Rushatsi, avec Pascal YEMBILINE le nouveau Responsable Pays à la Banque Africaine de Développement (BAD en sigle), il a réitéré son souhait de voir les partenaires octroyer au Burundi un Capital de démarrage du développement dans tous les secteurs y compris le désenclavement interne et externe du Burundi.

« Le Burundi a besoin de la BAD en ce moment où il démarre son développement. Nous avons de ressources nécessaires, manque seulement le capital », a martelé le Président Ndayishimiye après avoir constaté

que l'aide au développement au nom du Burundi depuis des années n'a pas donné des résultats escomptés.

Les deux personnalités ont échangé en long et en large sur les projets prioritaires liés aux infrastructures routières, à la technologie agricole, la formation, etc. Le nouveau Responsable M. Pascal YEMBILINE a informé le Chef de l'Etat que la BAD partage avec lui la même vision de pouvoir nourrir et industrialiser l'Afrique.

« Notre slogan : Devant la lumière, les bandits reculent; ainsi notre Banque plaide pour l'accès à l'énergie, le soutien aux

zones de rayonnement agricole, aux infrastructures pour faciliter le transport », a dit YEMBILINE tout en spécifiant que la réhabilitation du Port de Bujumbura, du chemin de fer et de certaines routes, constituent des projets prioritaires de la BAD au Burundi.

« Nous allons évaluer ensemble l'appui budgétaire de chaque année et la réussite ou l'échec sera pour nous tous », a conclu le Président Ndayishimiye.

(www.presidence.gov.bi)

La Chine, un allié fiable pour le développement du Burundi



Le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu, mercredi 13/7/2022 en audience, au Palais Ntare Rushatsi, la représentante du gouvernement chinois pour les affaires africaines Madame Xu Jinghu, venue dans le cadre de renforcer davantage les relations bilatérales avec le Burundi dans les secteurs prioritaires d'agriculture, de la santé et d'infrastructures. « La Chine a toujours été à nos côtés depuis des an-

nées, particulièrement dans les moments de dures épreuves. Nous saluons la fraternité et l'amitié dont la Chine fait preuve à l'endroit du Burundi», a dit le Chef de l'Etat. « Des appuis multiformes de la Chine au Burundi en santé publique, en agriculture, en infrastructures, constituent une inspiration pour le Burundi en matière de développement », a dit le Chef de l'Etat relatant entre autres les appuis en experts en recherche agricole au centre semencier de Gihanga, la formation d'étudiants burundais dans le secteur nutritionnel, les infrastructures ...etc. Il a en outre mentionné les défis auxquels fait face le Burundi, notamment les changements climatiques, la disponibilité des fertilisants, le carburant et la flambée des prix y relatif et le renforcement des capacités des cadres de l'Etat. Cette représentante du gouvernement chinois, quant à elle, a félicité le Président Ndayishimiye pour ses efforts de promouvoir la bonne gouvernance avant de lui signaler que des équipes techniques des deux pays ont fait des progrès positifs, et que son pays sera toujours là pour accompagner le Burundi dans son développement économique et social.

(www.Presidence.gov.bi)

Le Président Evariste Ndayishimiye lance officiellement une campagne de réhabilitation du réseau routier Burundais

Ce mardi 12 juillet 2022, en zone Musaga, commune Muha de la Mairie de Bujumbura; le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a procédé au lancement officiel d'une campagne de réhabilitation du réseau routier burundais.

Au cours de ces cérémonies du lancement de cette campagne dénommée « Zéro nid de poules » dans le réseau routier du Burundi, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a appelé la population à prendre soin des



infrastructures routières qui sont d'une importance capitale dans le développement économique du Burundi.

Le Directeur Général de l'Agence Routière du Burundi Monsieur Régis Mpawenayo a fait savoir que 11 principales routes en Mairie et 3 autres en milieu rural seront réhabilitées pour la 1^{ère} phase qui va couvrir environ 52.000 m². Il révèle que 384 tonnes de goudron sont prévues pour ces travaux, avec un coût global de 2 milliards, 400 millions de francs Burundais. Il rassure également que des machines nécessaires sont déjà disponibles pour faciliter le bitumage et le bou-

chage des nids de poules dans des routes les plus menacées.

Dans un discours adressé à la population qui s'était déplacée massivement à sa rencontre, le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye est un peu revenu sur quelques notions du patriotisme qui doit caractériser tout Burundais et a exhorté les citoyens à se défaire des anciennes mentalités de divisions ethniques qui ont freiné le développement du pays. « Il est temps de nous lever comme un seul homme pour rattraper le temps perdu, afin de développer notre pays qui regorge de potentialités pour se relever », a-t-il dit.

Le Père de la Nation a en outre réitéré son appel à la mobilisation des jeunes pour accélérer la marche vers le développement économique du Burundi, qui doit passer par la valorisation des métiers et du potentiel industriel. » Le développement d'un pays s'ac-

quiert progressivement. Il est indispensable de prendre l'engagement, en tant que peuple, de toujours préserver la paix et l'unité; socle du développement », a-t-il déclaré.

Saluant l'initiative de l'ARB pour son projet de réhabilitation des voiries urbaines et rurales, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a appelé la population à prendre soin des infrastructures routières qui sont d'une importance capitale dans le développement économique du Burundi. Aux leaders administratifs de tous les échelons, il les a exhortés à s'impliquer dans ce programme afin que des nids de poules qui s'observent dans certaines voies routières soient bouchés. Le Président Ndayishimiye recommande également aux détenteurs des véhicules de contribuer à la réhabilitation des points critiques des réseaux routiers du Burundi.

(www.presidence.gov.bi)

Lancement de la campagne de taille et paillage du café

Le Ministre de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage a lancé ce mardi 12 juillet 2022, la campagne de taille et de paillage du café sur la colline Gas-hinge en commune Musigati, province Bubanza. La taille et le paillage sont des

techniques d'entretien des caféiers dont le but ultime est d'augmenter la production.

Le Gouverneur de la province Bubanza a fait savoir que le café est cultivé dans toutes les communes sauf dans la commune Gihanga, et Musigati occupe la première place dans la culture du café. Mais le gouverneur Cleophas Nizigiyimana a évoqué les préoccupations des caféiculteurs, qui d'une part voudraient que le prix du café cerise atteigne mille francs le kg, et d'autre part voudraient que leur café soit acheté par des structures étatiques parce que les privés font des tricheries sur les balances.

Dans son allocution, le Ministre Deo Guide Rurema a dit qu'il était déjà au courant des préoccupations des



producteurs du café. Il a énuméré quinze acheteurs de café cerise essentiellement des coopératives qui ont encore des arriérés sur le premier paiement et sur les primes.

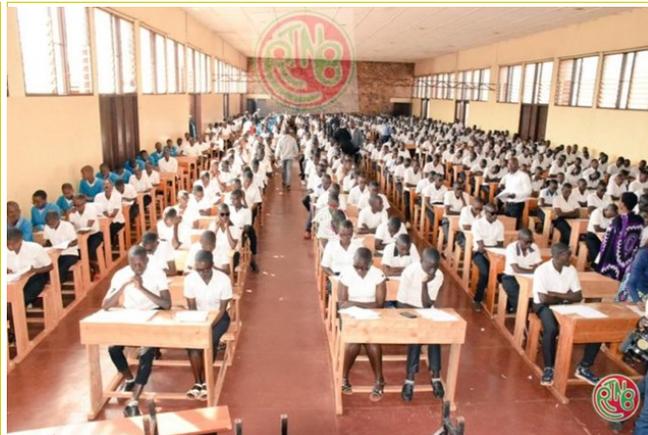
A l'occasion du lancement de la campagne de taille et paillage du café le Ministre Deo Guide Rurema a donné un avertissement à ces 15 co-

opératives et opérateurs privés qui ont encore des arriérés envers les caféiculteurs. Ils ont juste une semaine pour régulariser leurs situations sinon le Gouvernement sera dans l'obligation de prendre le café et le vendre afin de payer les producteurs. Concernant toutes les autres irrégularités, le Ministre Deo Guide Rurema a donné son numéro de téléphone pour que quiconque constaterait une anomalie puisse l'informer directement. Il a recommandé à l'administration et autres intervenants de s'impliquer dans l'augmentation de la production du café parce que c'est une culture d'exportation très importante dans l'économie du pays et des ménages. (www.rtnb.bi)

Examen d'Etat édition 2022: 54.450 candidats passent cet examen

La passation de l'Examen d'Etat édition 2022 a débuté mardi 12 juillet 2022 à travers tout le pays. Le Ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique François Havyarimana a procédé au lancement officiel de cet examen en province Makamba à l'école d'excellence de Makamba. Au total 54.450 candidats des écoles publics et privés passent cet examen. Le Ministre François Havyarimana a fait savoir qu'après monitoring, l'examen d'Etat se déroule normalement dans tout le pays et qu'il n'y a pas d'incident majeur signalé. Il a également indiqué que la plus-value pour cette année est que les candidats qui vont fréquenter l'université du Burundi et l'Ecole normale supérieure ne seront obligés de descendre à Bujumbura pour choisir les filières à suivre. Et d'ajouter que dès jeudi 14 juillet, ces lauréats recevront des fiches à compléter pour se choisir ces filières.

En Mairie de Bujumbura, en provinces Makamba et Gitega, sur les différents centres de passation de



l'Examen d'Etat, les responsables de ces centres indiquent que l'examen se déroule normalement sauf quelques cas de retard ou d'absence.

(www.rtnb.bi)

La BRB appelle les Groupements Financiers Communautaires au respect de la réglementation en vigueur



La Banque de la République du Burundi (BRB) a organisé, jeudi 14 juillet 2022 à Bujumbura, un atelier d'échanges sur la sensibilisation de la population en général et des Groupements Financiers Communautaires (GFC) en particulier, sur l'obligation de respecter la réglementation en vigueur. L'autre objectif est de présenter les grandes lignes du rapport des contrôles effec-

tués auprès des GFC et la présentation du format de reporting spécifique aux GFC.

Selon le Directeur de la supervision, de la stabilité financière et l'inclusion financière Prosper Ngendanganya, conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement n°001/2018 relatif aux activités de micro finance, édicté en vertu de la loi n°1/17 du 22 août 2017, les groupements financiers communautaires rentrent dans la 4ème catégorie des institutions qui sont reconnues après un simple enregistrement à la Banque de la République du Burundi (BRB).

Cette catégorie comprend les groupements financiers communautaires de type sociétés coopératives, des groupements pré-coopératifs, des associations villageoises d'épargne et de crédit qui collectent les cotisations de leurs membres et leur octroient des crédits selon une approche convenue, a-t-il précisé.

Les institutions de Micro Finance et les Groupements Financiers Communautaires (GFC) jouent un rôle considérable dans la promotion de l'inclusion financière en rendant l'accès facile à leurs services financiers et non financiers pour toutes les personnes à faibles re-

venus, a ajouté Prosper Ngendanganya. Cet atelier, selon lui, a été organisé suite à la demande croissante d'enregistrement des Groupements Financiers Communautaires eu égard à un effectif assez remarquable qui s'élève actuellement à 60 Groupements Financiers Communautaires (GFC) dont 45 déjà opérationnels et 15 en procédure d'enregistrement.

Les échanges de la rencontre visent à porter à la connaissance du public et des membres des comités de gestion des Groupements Financiers Communautaires (GFC) déjà enregistrés et ceux en cours d'enregistrement que la collecte des dépôts et la domiciliation des salaires auprès des GFC ne sont en aucun cas autorisés.

Les dispositions légales pour les Groupements Financiers Communautaires (GFC) soulignent que les activités autorisées à ces derniers se limitent uniquement à la collecte des cotisations de leurs membres et à leur octroyer des crédits selon l'approche convenue. Les membres des comités des Groupements Financiers Communautaires (GFC) présents à cette rencontre ont émis des propositions concrètes pouvant contribuer efficacement à l'amélioration du mode de fonctionnement des GFC, en réduisant sensiblement les défaillances observées dans l'exercice de leurs activités.

Au terme de la rencontre et au regard des risques derrière l'intermédiation financière informelle pratiquée par certains Groupements Financiers Communautaires (GFC) et conformément aux échanges menés avec les représentants de ces derniers, la BRB recommande que l'ouverture des agences et guichets, l'ouverture des comptes, la collecte des dépôts publics, la domiciliation des salaires et l'octroi des crédits au public ne sont pas autorisés aux GFC.

Seule la collecte des cotisations des membres pour s'octroyer mutuellement des crédits est autorisée.

L'autre recommandation est formulée à l'endroit des GFC dont le niveau d'activité est avancé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour muter vers une autre catégorie de Micro Finance de leur choix.

Tous les Groupements Financiers Communautaires (GFC) doivent transmettre endéans un mois à compter du 14 juillet 2022, un document récapitulatif des actions à mener allant dans le sens de corriger les erreurs déjà commises et un calendrier de sa mise en œuvre.

Tous les Groupements Financiers Communautaires (GFC) doivent transmettre pour chaque exercice, un rapport financier suivant le format de reporting qui sera communiqué incessamment par la Banque de la République du Burundi.

Le régulateur qui est la BRB adresse une mise en garde aux Groupements Financiers Communautaires (GFC) qui ne respectent pas la réglementation en vigueur.

Les Groupements financiers communautaires autres que ceux reconnus par la BRB qui travaillent dans l'informel sous la casquette de GFC sont appelés à se faire enregistrer à la Banque Centrale sans délai.

La Banque de la République du Burundi sollicite le ministère en charge de l'administration territoriale et aux autres services habilités pour ramener l'ordre dans ce domaine.

Toutefois, la BRB encourage la population à se regrouper dans les groupements financiers communautaires en vue de s'entraider financièrement dans le strict respect de la réglementation en vigueur au Burundi. (www.rtnb.bi)

Les propriétaires de véhicules appelés à vérifier l'authenticité de leurs documents

L'Office Burundais des Recettes (OBR) a présenté à la presse, mercredi 13 juillet 2022 au port de Bujumbura, 14 véhicules saisis parmi les 26 véhicules déjà identifiés pour fraude fiscale et douanière. L'OBR a informé qu'elle est à la recherche d'autres véhicules en irrégularités et a interpellé la population et les contribuables à suivre de près leurs opérations en douanes, surtout en suivant chaque étape de dédouanement par message de téléphonie mobile.

Le Commissaire Générale de l'OBR M. Jean Claude Manirakiza a indiqué que les véhicules saisis sont de 3 catégories : en premier lieu, certains véhicules sont importés en transit, c'est-à-dire que ces véhicules sont en route vers les pays limitrophes et le Burundi leur facilite seulement le transit. En deuxième lieu, selon le Commissaire Général de l'OBR, il s'agit des véhicules qui ont été vendus aux enchères, dont les documents ont été falsifiés. La troisième catégorie de véhicules saisis pour fraude fiscale et douanière, sont les véhi-

cules qui ont été vendus par les Organisations Non Gouvernementales (ONG) ainsi que des véhicules qui sont introduits par des visiteurs ou invités ayant des plaques internationales et qui sont immatriculés par l'OBR mais d'une façon frauduleuse.

Concernant les agences en douanes et autres sociétés en charge de transport qui sont complices dans de tels cas frauduleux, M. Jean Claude Manirakiza a souligné que certains sont déjà listés et ont été pénalisés. L'OBR a en outre mis en garde les soi-disant déclarants ou autres personnes facilitateurs de dédouanement alors qu'ils ne le sont pas. Le Commissaire Général Jean Claude Manirakiza appelle la population ou autres contribuables à suivre de près les opérations de dédouanement.

Dans plusieurs cas, ils risquent d'être trempés dans des affaires dont ils ne connaissent ni l'origine ni la finalité, a-t-il ajouté.

Le Commissaire Général de l'OBR a annoncé que pour faire face à ces cas frauduleux, l'Office Burundais des Recettes a mis en place une technique d'envoi des messages téléphoniques automatisés aux propriétaires de véhicules à chaque étape de dédouanement. Il faut que le propriétaire se rassure que les messages sont en train d'être reçus par lui-même, sinon, ces gens qui jouent l'intermédiaire renseignent leur numéro et reçoivent les messages en prove-



nance de l'OBR. Une fois qu'ils reçoivent les messages, ils ne peuvent pas être interpellés comme fraudeurs car ils sont au courant de l'affaire, a expliqué M. Jean Claude Manirakiza.

Quant au sort réservé aux véhicules déjà saisis, le Commissaire Général de l'OBR a mentionné que la loi est claire en la matière, si le propriétaire tarde à payer les frais de dédouanement et les pénalités, au maximum, il a 30 jours pour payer la solde. Sinon, l'OBR va appliquer à la lettre la loi régissant les procédures douanières, a-t-il conclu. (www.rtnb.bi)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi